

La Fondation Friedrich Ebert au Forum Social Mondial, Dakar du 06 au 11 février 2011

« La globalisation doit être modelée d'une manière sociale et démocratique. » C'est dans cet esprit que la Fondation Friedrich-Ebert (Friedrich-Ebert-Stiftung – FES) participera au 10e Forum Social Mondial de Dakar, Sénégal, en 2011 et organise et soutient une série de séminaires et d'ateliers en coopération avec différentes organisations partenaires. Les activités de la FES à Dakar fournissent une plate-forme au sein de laquelle les représentants des syndicats de salariés, des ONG et d'autres organisations et membres de la société civile qui participent au FSM peuvent se rencontrer et dialoguer dans l'objectif de transformer le monde en un endroit plus paisible, plus juste d'un point de vue social et plus démocratique. Toutes les activités de la FES auront lieu au campus de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), lieu principal du FSM.

UCAD : 12.30-15.30 Atelier (Anglais/Français)

Penser l'avenir : Vers un nouveau paradigme de développement

Le monde est confronté à une concomitance encore jamais vue de crises globales : la crise économique et financière, la crise alimentaire, sans oublier la crise du climat qui ne fait que s'intensifier. Ces crises non résolues reflètent l'échec du modèle dominant du développement et du progrès économique orienté sur une approche de modernisation qui ne prend en compte ni les aspects environnementaux ni les droits de l'homme, qui confond la croissance économique avec le progrès au sein de la société. Il est temps de tirer des leçons de ces crises, d'aller au-delà des concepts et objectifs du développement conventionnel et de repenser fondamentalement les modèles et mesures de développement et d'avancement social, dans le Nord comme dans le Sud. **Barbara Adams**, GPF New York, **Roberto Bissio**, Social Watch, Uruguay; **Yao Graham**, Third World Network Africa, Ghana; **Jens Martens**, GPF Europe; **Filomeno III Sta. Ana**, Action for Economic Reforms, Philippines; **Francine Mestrum**, Université de Bruxelles
Partenaires : Global Policy Forum Europe, Social Watch, Third World Network – Africa

UCAD : 16.00-19.00 Atelier (Anglais/Français)

Ethique de pouvoir – Ethique et responsabilité citoyennes

L'année 2011, est une année politique particulière en Afrique. En effet, pas moins de 10 pays font face à des échéances électorales majeures. Au-delà des controverses et des débats démocratiques contradictoires qui opposent les forces politiques en compétition, des signes inquiétants de tensions sont perceptibles ici et là. Aussi, il s'agit, dans le cadre du FSM, de se placer dans une démarche préventive de conflits aux conséquences désastreuses pour les Etats, pour les citoyens et leurs biens. Il s'agit dans le cadre de cet atelier, de définir dans la vie politique démocratique, les relations entre le Pouvoir Exécutif et les institutions de la république, les biens publics, les citoyens, les groupes de pression, etc. **Mame Less Camara**, CESTI/UCAD, Sénégal; **Ramatoulaye Diagne**, UCAD, Sénégal; **Mame Moussé Diagne**, UCAD, Sénégal; **Laye Bamba Diallo**, Nouvel Horizon, Sénégal; **Fatou Mboup**, Sénégal; **Penda Mbow**, MC/UCAD, Sénégal
Partenaire : RADDHO

UCAD : 16.00-19.00 Atelier (Anglais/Français)

Désamorcer la crise de la dette

Les problèmes financiers en Irlande, en Grèce et ailleurs ont montré comment la crise financière globale, provoquée par les spéculations du secteur financier, pouvait devenir une crise de la dette souveraine. Les stratégies européennes visant à traiter les éventuelles insolvabilités d'Etat semblent répéter les erreurs qui ont d'ores et déjà contribué, dans les années 1980, à faire de la crise de la dette une crise du développement. Des fonds publics sont utilisés pour renflouer les investisseurs au lieu de leur faire endosser la responsabilité des risques de leurs investissements. Les ONG et les campagnes contre la dette recherchent des alternatives depuis de nombreuses années. Elles en appellent aujourd'hui aux gouvernements à mettre en place des mécanismes de sauvetage de dettes rapides, justes et transparents plutôt que de condamner les pays débiteurs à des ajustements prolongés qui, au final, contraignent les pauvres à payer. **Koos de Bruijn**, Jubilee Netherlands, **Oygunn Brunnildsen**, EURODAD, **Nick Dearden**, Jubilee Debt Campaign Royaume Uni, **Jürgen Kaiser**, erlassjahr, Allemagne, **Fanwell Bokosi**, AFRODAD, **Oscar Ugarteche**, LATINDADD
Partenaires: erlassjahr.de, AFRODAD, EURODAD, Jubilee Netherlands, Jubilee UK, LATINDADD

MARDI, 08 FEVRIER 2011

UCAD : 09.00-12.00 (Anglais/Français/Espagnol)

Travail décent pour les travailleurs domestiques

Les travailleurs domestiques sont exposés à des risques d'exploitation et d'abus pouvant atteindre de terribles extrêmes. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), plus de 100 millions de personnes travaillent dans des ménages privés, elles subissent une très grande isolation et dépendent fortement de la bonne volonté de leurs employeurs. Des contrats de travail n'existent que très rarement, l'accès aux systèmes de sécurité sociale n'est que limité et leurs droits en tant qu'employés sont minimes. Par ailleurs l'organisation des travailleurs domestiques est un véritable défi pour les syndicats de salariés en raison de leur isolement dans les ménages privés. Outre le fait que leur relation de travail est souvent informelle, ils sont souvent privés de leur droit de former ou de rejoindre une union, soit par une loi, soit dans la pratique. La première moitié de l'année 2011 sera cruciale : elle garantira que la Conférence Internationale du Travail qui se tiendra en juin adoptera une Convention de l'OIT portant sur des conditions de travail décentes pour les travailleurs domestiques. **Sonu Danuwar**, NIDWU, **Ida Le Blanc**, NUDE, **Vicky Kanyoka**, IDWN/IUF, **Ernestina Ochoa**, IDWN, **Myrtle Witboi**, IDWN, **Fatou Bintou Yaffa**, CNTS (à conf.), **Claire Courteille**, ITUC

Partenaires : ITUC, IDWN, IUF, GPF, Solidar

UCAD : 12.30-15.30 Atelier (Anglais/Français)

Du consensus de Washington au consensus de Séoul : Une approche véritablement nouvelle de développement

Le « Consensus de Séoul sur le développement et la croissance partagés » du G20 a ceci d'historique qu'il représente la première déclaration politique de développement jamais signée conjointement par les leaders d'économies majeures du nord et du sud. Le Consensus de Séoul a-t-il vocation d'être un « nouvel esprit de l'économie globale » comment certains le prétendent ? Ou ne s'agit-il ni plus ni moins que d'une version revue et corrigée du « Consensus de Washington » néo-libéral discrédité ? Notre atelier « Du consensus de Washington au consensus de Séoul : Une véritable nouvelle approche de développement ? » procèdera à une analyse critique des recommandations politiques du G20 et des plans d'action en termes de développement, les comparera aux politiques actuelles et les examinera face aux engagements passés pris par l'ancien G8. **Filomeno Sta. Ana III**, Action for Economic Reforms, Philippines, **Sascha Raabe**, Membre du Parlement, Allemagne, **Oscar Ugarteche**, Institut de Recherches Economiques, UNAM, Mexique, **Siphamandla Zondi**, Institute for Global Dialogue, Afrique du Sud, **Olga Zrihen**, Membre du Sénat, Belgique (à conf.)

UCAD : 12.30-15.30 Atelier (Anglais/Français)

Protection sociale pour tous : Vers un accès universel aux services sociaux essentiels et une sécurité du revenu

Bien que de nombreuses déclarations, conventions et recommandations internationales aient reconnu que la sécurité sociale était un droit de l'homme, le fossé avec sa mise en oeuvre reste encore considérable, notamment dans les pays en voie de développement. L'initiative pour un Socle de Protection Sociale de l'OIT prend pour cible ce fossé en argumentant que la protection sociale est réalisable et abordable même pour les pays les moins développés. L'atelier abordera le concept du « Socle de Protection Sociale de Base » et se penchera sur la protection sociale du point de vue de la perspective des droits de l'homme. Les défis posés par la protection sociale au sein de l'économie informelle et le rôle de la protection sociale en tant qu'amortisseur et que stabilisateur économique automatique en tant de crise seront également traités. Des exemples pratiques de socle social de base via des transferts de liquide conditionnels et inconditionnels (p.ex. Bolsa Familia, Revenu de base) seront présentés et discutés. **Claire Courteille**, ITUC, **Couty Fall**, UNDP, **Bheki Nthsalintshali**, COSATU, Afrique du Sud, **Uhuru Dempers**, BIG Coalition, Namibie, **Roberto Bissio**, Social Watch (à conf.), Uruguay, **Expedito Solaney**, CUT, Brazil
Partenaire : ITUC

MERCREDI, 09 FEVRIER 2011

UCAD : 9.30-12.30 Atelier (Anglais/Français)

En finir avec les Accords de Partenariat Economique ? : Enjeux et défis pour l'intégration en Afrique

L'analyse de l'évolution du libre-échange économique montre que l'Afrique n'a pas tiré profit des avantages accordés et qu'en dépit de tous les accords et régimes préférentiels, la part du commerce africain dans le commerce mondial a significativement reculé, passant de 6% en 1980 à moins de 2% en 2010. En effet, depuis 1980, les exportations africaines ont progressé à un rythme annuel moyen de 1.5% alors que le monde progressait de 5.8% par an. Donc chaque année, l'Afrique a perdu des parts de marché par rapport au reste du monde. Les conséquences sociales d'une telle régression économique sont graves. Dans le domaine agricole, l'Afrique connaît une double pression qui résulte à la fois de la concurrence des produits subventionnés du Nord sur les marchés africains et des obstacles divers qui entravent à la fois l'accès des produits africains à leurs propres marchés et aux marchés du Nord. Cette situation vaut aussi largement pour les produits industriels. Il convient de bien analyser cette situation en tenant compte des défis du continent africain pour parvenir à des politiques efficaces notamment au regard des négociations d'un Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. **Cheikh Tidiane Dièye**, ENDA, Sénégal, **Dot Keet**, Afrique du Sud, **Jacob Kotcha**, Equipe de Négociations Afrique Centrale, **Jane Nalunga**, Equipe de Négociations Afrique de l'Est

Partenaires : ENDA & POSCAO-AC

UCAD : 9.30-12.30 Atelier (Anglais/Français)

Liberté d'expression : Ethique & déontologie du métier de journaliste

L'éthique et la déontologie constituent la colonne vertébrale du journalisme, parce qu'elles fondent la légitimité sociale et la responsabilité du journaliste tout en le protégeant en même temps de toutes sortes de risques. Les journalistes se sont fixés pour mission de servir l'intérêt public. Les citoyens et l'opinion publique leur font confiance pour être informés sur les questions qui affectent leur existence. Pour atteindre ce but, les journalistes sont tenus au strict respect des normes que sont la vérité, la rigueur et l'exactitude, l'intégrité, l'équité et l'imputabilité. Ces normes, contenues dans la charte du journaliste fondent la déontologie et l'éthique de l'exercice de ce métier. Cette loi fixe les droits et les devoirs: respect des faits, défense de la liberté de l'information, etc.... Mais l'exercice de ce métier exigeant d'informer bien et juste, comporte hélas des risques pour le journaliste. Des menaces parfois graves émergent dans les rapports du journaliste avec les acteurs de monde politique, économique, religieux, etc. Comment concilier liberté d'expression et d'information, respect des normes et gouvernance politique ? Qu'en est-il de ces normes de la charte du journaliste dans l'exercice du métier de journaliste au Sénégal et en Afrique ? **Mame Less Camara**, CESTI/UCAD, Sénégal, **Abdou Aziz Diop**, ISSIC, Sénégal

Partenaire : SYNPICS

CONTACT

Fondation Friedrich Ebert Dakar

Friedrich Kramme-Stermose
Avenue des Ambassadeurs
Fann-Résidence
B.P. 25516 Dakar-Fann
Sénégal

T: +221 33 869 2727
F: +221 33 869 2728
M: fes@fes-sn.org
W: www.fes-sn.org

FES Dialogue on Globalization

Hubert Schillinger & Katrien Klüver
Hiroshimatr. 17
10785 Berlin
Allemagne

T : +49 30 26935 7417
F: +49 30 26935 9246
M: Hubert.Schillinger@fes.de
W: www.fes-globalization.org

FES Global Trade Union Project

Ulrike Ehnes
Hiroshimatr. 17
10785 Berlin
Allemagne

T: +49 30 26935 7493
F: +49 30 26935 7493 9255
M: Ulrike.Ehnes@fes.de
W: www.fes.de/gewerkschaften

EQUIPE DAKAR

Friedrich Kramme: +221 77 6382 421
Pascal Sambou: +221 77 6390 047
Saliou Konté: +221 77 31 79 185

Mane Biaye: +221 77 64 14 323
Lena Lazaro: +221 77 5674 302

Louise Diémé : +221 77 60 56 096
Mansour Diagne : +221 77 51 42 891

N.B.: Des changements inattendus peuvent se produire bien que toutes nos activités aient été confirmées. N'hésitez pas à nous contacter pour toute information additionnelle. De même, nous vous inviterons à vous informer sur: www.facebook.com/fesonline, www.twitter.com/fesonline, www.fes-globalization.org (events) ou www.fes-sn.org.

LISTE D'ACRONYMES

AFRODAD	African Forum & Network on Debt and Development	LATINDADD	Red Latinoamericana sobre Deuda, Desarrollo y Derechos
CESTI	Centre d'Etudes Supérieures des Sciences et Techniques de l'Information	MC	Movement Citoyen
CNTS	Confédération National des Travailleurs du Sénégal	NIDWU	Nepal Independent Domestic Workers Union
COSATU	Congress of South African Trade Unions	NUDE	National Union of Domestic Employees (Caribbean)
COSEF	Conseil Sénégalais des Femmes	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CUT	Central Unica dos Trabalhadores, Brésil	POSCAO-AC	Plateforme des Organisations de la Société Civile de l'Ouest sur l'Accord de Cotonou
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde	RADDHO	Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme
EURODAD	European Network on Debt & Development	TWN	Third World Network
GPF	Global Policy Forum	UCAD	Université Cheikh Anta Diop
IDWN	International Domestic Worker's Network	UNSA	Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal
ISSIC	Institut Supérieur des Sciences de l'Information et de la Communication		
ITUC	International Trade Union Confederation		
IUF	International Union of Food Workers		